



LES ÉLECTIONS, UN AN APRÈS

# Ont-ils respecté leurs promesses électorales?

Lors de la campagne électorale, les partis ont rivalisé d'imagination

pour séduire l'électeur. Un an après, que reste-t-il de leurs promesses? Analyse.

## 10 promesses tenues

### ■ Une grande réforme fiscale *MR. Fédéral.*

Le gouvernement fédéral a déjà décidé d'augmenter les frais professionnels forfaitaires déductibles à l'impôt des personnes physiques. Cela dit, on est encore loin de l'électrochoc fiscal promis par le MR. Mais patience, il pourrait bientôt venir, sous forme d'un tax shift. Charles Michel promet aujourd'hui un atterrissage du dossier pour l'été. À voir...

### ■ Abaisser l'âge de la scolarité *MR-cdH-Ecolo. Communauté française*

Techniquement, le texte n'est pas encore prêt. Mais il devrait arriver très prochainement sur la table du gouvernement Demotte (FWB). L'intention d'obliger les enfants de 5 ans (3<sup>e</sup> maternelle donc) à être présents un nombre minimum de jours à l'école (220?) a été annoncée. Le principe est acquis au sein de la majorité PS-cdH.

### ■ Améliorer le bonus logement pour les jeunes

### menages

#### *PS-cdH. Régional*

Le projet n'est pas encore concrétisé, mais il est dans le pipe-line. Des premières modifications techniques ont été faites sur la déductibilité du bonus logement (elle passe de 45 à 40%). L'objectif est de limiter les effets d'aubaine afin que le système profite davantage aux jeunes ménages qui s'installent.

### ■ On ne touchera pas aux intérêts notionnels

#### *MR, Open VLD, CD&V. Fédéral*

Le gouvernement ne touche pas au système des intérêts notionnels. Sa déclaration de politique générale stipule qu'il s'engage à ne pas effectuer de modifications fondamentales à la fiscalité des entreprises. Objectif: garantir la stabilité, et supprimer un facteur d'incertitude au niveau des entreprises et des investisseurs.

### ■ On ajournera de 10 ans la fermeture des centrales

#### *MR. Fédéral*

Tihange 3 et Doel 4 devraient faire l'objet d'une fermeture en 2025, en lieu et place de 2015. Les modalités sont encore en négociation avec Electrabel. Par contre, Tihange 2 et Doel 3 ont dû être fermées à cause de l'apparition de microfissures. Une cause indépendante de la volonté des partis politiques...

### ■ On ne touchera pas à la TVA

#### *PS, MR. Fédéral*

Pour le moment, devrait-on préciser... Dans sa déclaration de politique générale, Charles Michel dit «qu'il n'y aura pas de hausse générale de la TVA». Toute la

nuance est dans le mot «générale». Car la TVA est clairement l'une des pistes à l'étude pour la réalisation du tax shift... Le CD&V avait d'ailleurs plaidé pour une harmonisation, la N-VA pour une hausse.

### ■ On réduira le coût salarial

#### *MR, CD&V, Open VLD, N-VA. Fédéral*

Le coût du travail est trop élevé, il faut le réduire. Les libéraux ont martelé ce message durant toute la campagne électorale, rejoint par les sociochrétiens (y compris le cdH). Chose promise, chose due. «*Nous décidons une baisse historique du coût du travail à concurrence de 4 milliards d'euros*», a déclaré à la Chambre le Premier ministre lors de la mise en place de son gouvernement. Depuis, il a déjà pris les mesures pour y arriver, dont le très controversé saut d'index... La baisse de cotisations patronales pour les trois premiers engagements a aussi été votée. L'objectif de la Suédoise est d'arriver à une réduction globale des cotisations patronales de 33% à 25%.

### ■ On créera 10.000 nouvelles places en crèche

#### *PS. Communauté française*

Promesse presque tenue. Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles va augmenter l'offre de places en crèche, mais n'offrira pas autant de places que ce que voulait le PS. Les créations sont limitées à 7.300 places.

### ■ On autorisera le travail des pensionnés

#### *MR. Fédéral*

En préambule, petite précision: le plafond pour le travail autorisé des pensionnés avait déjà sauté sous le gou-

vernement Di Rupo. Mais il y avait certaines conditions, dont celle d'avoir une carrière d'au moins 42 ans. Si ce n'était pas le cas, le pensionné ne pouvait pas dépasser un revenu de 22.000 euros (18.000 pour un indépendant). Le gouvernement Michel a assoupli les règles. Les conditions sont réduites à un âge de 65 ans, ou 45 ans de carrière. Et il n'y a plus aucune limite de revenus.

### ■ On améliorera le décret inscription

# 10

## promesses non tenues

### ■ On ne touchera pas à l'âge légal de la pension

*Tous les partis. Fédéral*

Ils avaient tous promis de ne pas relever au-delà de 65 ans l'âge de la retraite. Mais en rédigeant l'accord de gouvernement, CD&V, N-VA, Open VLD et MR en ont décidé autrement. On passera à un âge légal de 67 ans d'ici 2020. La décision a été prise très vite. Pas sûr que, dans 4 ans, l'électeur aura oublié cette promesse mangée...

### ■ Un montant d'allocations familiales égal pour tous

*cdH, MR, FDF. Régional*

Le cdH voulait s'inspirer de la proposition de la Ligue des familles: une allocation unique, quel que soit le rang de l'enfant. Pour le PS, il faut d'abord digérer le transfert de la compétence. Dans un premier temps, on n'y touchera pas. Mais la déclaration de politique régionale annonce que l'on réfléchira, dans un second temps à une évolution du système.

### ■ On ne touchera pas à l'indexation automatique des salaires

*Tous les partis. Fédéral.*

La promesse est-elle tenue? Non... et oui. Seule la N-VA évoquait un saut d'index dans son programme. Les autres partis n'allaient pas toucher à l'indexation des salaires. Un saut mettrait-il à mal le principe de l'indexation automatique? Pour

### PS, cdH. Communauté française.

Le cdH voulait relancer le décret qui régle les inscriptions en 1<sup>ère</sup> secondaire afin qu'il tienne mieux compte du choix pédagogique, de l'indice socio-économique de l'élève, et moins du critère de proximité entre le domicile et l'école primaire. La déclaration de politique communautaire prévoit «la révision de certains critères, avec une attention particulière au poids des critères pédagogiques et géographiques». Le texte précise néanmoins: «le cas

échéant»... Avant tout, il faut évaluer la procédure. Et poursuivre les efforts de création de places dans les écoles. Ce qui sera également fait, étant donné que le gouvernement a confirmé le plan d'urgence pour la création de 27.000 places d'ici 2020.

les syndicats et la gauche, oui. Alors, certes, l'indexation automatique n'est pas supprimée. Mais on touche bel et bien à l'index, de manière temporaire.

### ■ Des repas chauds gratuits dans les écoles

*PS. Communautaire*

L'annonce avait fait grand bruit durant la campagne électorale. Le président du PS, Paul Magnette, avait proposé un repas chaud gratuit pour tous les enfants à l'école. Sur le principe de «quand on a le ventre plein, on travaille mieux». La promesse se résume aujourd'hui à des «expériences pilotes de repas de qualité à prix modestes.»

### ■ Limiter les allocations de chômage dans le temps

*N-VA, Open VLD. Fédéral*

Les allocations de chômage ne sont ni supprimées, ni limitées dans le temps. Mais ici et là, on serre malgré tout la vis pour les chômeurs: changements des règles pour les allocations d'attente, suppression du complément de chômage pour les temps partiels, contrôles plus stricts (y compris visites domiciliaires),...

### ■ Finaliser le RER pour 2017

*PS. Fédéral et Régional*

Haaa, le vieux rêve du RER. Qui s'éloigne, inexorablement... Le PS promettait, dans son programme bruxellois, de finaliser le RER pour 2017, quand les dernières estimations donnaient déjà comme date de fin des travaux... 2018 (notons que dans son programme wallon, plus réaliste, il évoquait 2021...). La dernière date annoncée aujourd'hui pour la fin du chantier RER est 2022. Au mieux.

### ■ On ne fera pas d'économies supplémentaires dans la fonction publique

*PS. Fédéral et Régional*

Réalistes, les socialistes savaient qu'il faudrait faire davantage d'économies dans la fonction publique. Mais ils tablaient sur une réorganisation entraînant des gains d'efficacité. Et pourtant, le gouvernement a décidé du non-rempla-

cement de quatre fonctionnaires sur cinq partant à la pension.

### ■ Supprimer la télé-redevance

*PS et cdH. Régional*

La Wallonie est la dernière région à taxer la possession d'une télévision. PS et cdH, dans leurs programmes, proposaient de la démanteler. Le point ne figure pas dans leur accord de gouvernement. Il faut dire que la suppression aurait coûté 100 à 120 millions d'euros à la Région wallonne...

### ■ Un impôt sur la fortune

*PS. Fédéral et Régional*

Lors de la campagne électorale, et jusqu'à deux jours des élections, Paul Magnette le criait haut et fort: «On va le faire, cet impôt sur les plus grosses fortunes».

Aujourd'hui, sans être au pouvoir au Fédéral, il n'en a pas la possibilité.

Mais en Région wallonne, il pourrait utiliser d'autres leviers fiscaux... La coalition PS-cdH pourrait par exemple taxer davantage les plus riches en augmentant les additionnels régionaux. Mais ils n'ont pas l'intention, (à ce stade), de le faire.

### ■ Jamais avec la N-VA

*Tous les partis francophones. Fédéral*

Avant les élections, Charles Michel jurait que la N-VA au Fédéral n'était pas une option acceptable. Parce que ce parti a des «relents racistes», que son programme institutionnel est «imbuvable», et qu'on ne peut pas lui faire confiance. Mais à l'heure de choisir ses partenaires de coalition, la donne a changé. Il faut dire que la N-VA était quasiment incontournable. La semaine dernière, devant des milliers de téléspectateurs, Charles Michel a fait son mea culpa. Mais pas celui que certains espéraient... Il a déclaré «je me suis trompé sur la N-VA». Mais évidemment pas dans le sens «je n'aurais pas dû gouverner avec elle». Et pour cause: une telle déclaration aurait atomisé son gouvernement. Non, Charles Michel s'est trompé dans la sévérité de son jugement

vis-à-vis de la N-VA. Oui, dit-il, elle est fréquentable et digne de confiance.

# Les partis n'ont pas fini de digérer le 25 mai 2014

## LE RÉSUMÉ

Un an après, la Belgique connaît une situation politique inédite.

Le MR, seul francophone à bord, devrait bénéficier de son exposition fédérale – si ses ministres arrêtent de gaffer, bien entendu. **Quant au PS, il est toujours dans les cordes.**

Côté flamand, la N-VA semble vouloir abandonner son image «anti-establishment» et se profiler comme un parti de gouvernance.

Les chrétiens-démocrates, eux, maintiennent le virage à gauche.

BENOÎT MATHIEU

Le 25 mai 2014, vous vous rendez dans l'isolement. Dans un contexte, rappelez-vous-en, un brin solennel. Le scrutin était à la fois fédéral, régional et européen – «la mère de toutes les élections», disait-on alors. Un an plus tard, cela donne quoi? Forts de leurs promesses tenues ou bafouées (lire ci-dessus), dans quel état se trouvent les partis?

### 1. En quoi la situation fédérale est-elle inédite?

C'est «LE» constat qui saute aux yeux. En mai 2014, personne n'aurait parié le moindre kopeck sur la situation qui prévaut en mai 2015. «C'est tout à fait inédit», analyse Dave Sinardet, politologue à la VUB. La preuve par trois. Un: le MR est le seul parti francophone à bord. Deux: la N-VA s'est

embarquée sans avancée communautaire en guise de trophée. Trois: aucun parti ne joue le rôle de pont entre le Fédéral et la Wallonie. «Ces éléments sont tout aussi fondamentaux qu'inattendus.»

Si le contexte a de quoi surprendre, ses conséquences donnent, elles aussi, dans l'inattendu. «L'opposition francophone avait prêté l'enfer au MR, qui allait être bouffé par les partis néerlandophones», poursuit Dave Sinardet. Or il n'en est rien. La ligne de conflit départage plutôt les partis flamands. Les enthousiastes, eux, se réjouissent: on allait enfin avoir un gouvernement homogène. Avec, en plus, de longues années sans élections à venir; de quoi mener l'espriterein des réformes d'envergure. Là non plus, ce n'est pas gagné. Le CD&V s'est solidement repositionné à gauche. «Son discours actuel est plus à gauche que celui du spa sous le précédent gouvernement, ironise Dave Sinardet. Et les réformes ne sont pas moins douloureuses. Prenez le tax shift: dès que l'on dit que l'on va toucher à quelque chose, quelqu'un fait une crise.»

### 2. Le coup de poker du MR est-il payant?

Le contexte, lui, est en tout cas favorable. «Cette tendance s'est fortement accentuée», analyse le politologue Vincent Laborderie (UCL). On assiste à une simplification du débat politique belge et à une polarisation accrue entre gauche et droite. Presque à la française, en somme. Et ça, ça fait les affaires du parti d'Olivier Chastel. «Parce qu'il y a une sorte de hiatus entre l'offre et la demande politique. Sur les questions de fond, le francophone n'est pas radicalement ancré plus à gauche que le flamand. Et, à peu de chose près, au sud du pays, il n'y a qu'un seul parti de droite. Logiquement, aux prochaines élections, le MR devrait faire mieux qu'en 2014. Surtout qu'il jouit d'une belle visibilité, avec le poste de Premier. Il est seul au Fédéral, vers lequel sont braqués tous les projecteurs.»

Tout n'est pas rose pour autant. La faible popularité francophone de Charles Michel

constitue un souci. Et une bonne partie du casting ministériel MR doit encore faire ses preuves – ou, à tout le moins, arrêter d'accumuler les gaffes.

### 3. Pourquoi le PS patine-t-il dans la semoule?

Il y a d'abord l'évidence. Perdre son statut de parti de pouvoir pour valser dans l'opposition, on a déjà vu plus plaisant. «Le PS doit se réinventer comme parti d'idées et d'opposition, avec des gens qui ont été ministres plus de vingt ans», résume Dave Sinardet. *Voire Premier ministre.*

Et paradoxalement, contrairement au MR, le PS subit quelque peu cette polarisation du paysage. «C'est difficile, pour les socialistes, de se positionner sur cet axe gauche-droite, situe Vincent Laborderie. Contrairement au PTB, qui n'a à assumer aucune participation et se montre parfaitement cohérent. Le discours du PS, lui, court derrière le PTB, tandis qu'il doit assumer une gestion plus proche du CD&V... Ils disent une chose mais ont fait l'inverse un an plus tôt au Fédéral, ou le font dans les Régions. Comme dénoncer l'austérité fédérale et qualifier la sienne de «rigueur» en Wallonie.» Par ailleurs, poursuit le politologue de l'UCL, le PS commet une erreur en pointant davantage son échec (l'opposition au Fédéral) que ses succès (sa participation dans les entités fédérées).

### 4. Le cdH va-t-il retrouver de la voix?

Rur, dur d'être un «petit» parti dans l'ombre des deux «grands», PS et MR, particulièrement en ces temps où le clivage gauche-droite est exacerbé. «Pour l'heure, les humanistes ne sont pas en bonne forme, pas visibles», tranche Dave Sinardet. Pourtant, ils ont une carte à jouer, estime Vincent Laborderie. Celle du centre, cohérente, et qui s'inscrit dans cet axe déterminant. «Le hic, c'est que la direction du cdH n'arrive pas à développer un discours clair sur le sujet. Son défi est de se faire de son image de parti scotché au PS. Et de surmonter son problème interne: les cadres et les militants sont plutôt de centre-droit, alors que les alliances nouées tendent à gauche.»

### 5. Ecolo est-il paré pour rebondir?

Sans doute le malaise subsiste-t-il encore. La participation en Wallonie et la claque qui s'en est suivie est-elle totalement digérée? «La transition d'un parti d'idées, de pression vers un parti de gouvernance, Ecolo l'a à chaque fois ratée», explique Dave Sinardet. C'est ce qui explique, aussi, pourquoi les Verts mettent à présent l'accent sur le succès de leurs participations locales. Quoi qu'il en soit, Ecolo a pansé ses plaies, analysé les causes de la défaite et s'est doté d'une nouvelle direction. «La collaboration avec Groen! lui permet de s'inscrire dans une dynamique positive. L'opposition au Fédéral est forte, le duo Calvo/Nollet fonctionne bien.»

Côté positionnement, les Verts ont un sérieux écueil à éviter. Leur place à gauche est incon-

fortable, coincée entre le PS et le PTB. «Si l'on veut sortir du clivage gauche-droite, il faut un message fort et original, tranche Vincent Laborderie. S'il y a un parti qui peut le faire, c'est Ecolo, avec des thèmes comme l'écologie ou la gouvernance. Par contre, courir à gauche

ne sert à rien; il y aura toujours plus à gauche qu'eux.»

### 6. La N-VA deviendrait-elle le nouveau CD&V?

Cela, c'est un tour de force, salue Dave Sinardet. Fin des années 70, Hugo Schiltz, le leader de la Volksunie, s'était fait malmené après l'épisode du pacte d'Egmont. Et là, Bart De Wever réussit à faire rentrer l'aile radicale de feu la Volksunie dans un gouvernement fédéral, sans aucune réforme de l'État. «Il est intouchable: il a propulsé son parti de moins de 5% à plus de 30% en quelques années. Tellement intouchable que je dis en rigolant que s'il proposait de remplacer le logo de la N-VA par le drapeau belge, tout le monde applaudirait et penserait qu'il y a certainement une explication, une logique.» Et puis, quelque part, pas de réforme institutionnelle rime avec aucun compromis communautaire. Sans oublier que la N-VA était tenue, ou presque, de «délivrer des résultats». «Elle a reçu beaucoup de soutien des milieux économiques», précise Dave Sinardet. *Dire non au socio-économique pour relancer l'institutionnel et, par là, faire revenir le PS: voilà qui n'aurait pas été bien accueilli.*

Les tensions ne sont pas évacuées pour autant. La question se posera en 2019: on poursuit à droite ou on réclame une réforme de l'État? En sachant que la N-VA a aussi laissé tomber des symboles socio-économiques, comme la limitation dans le temps des allocations de chômage. En attendant, la N-VA se profile de plus en plus comme un parti de pouvoir. En témoigne la dernière campagne, basée sur le «hellie». «Au fond, c'est très CD&V, comme campagne, sourit Dave Sinardet. Il y a un an, la N-VA était le parti du changement. Maintenant, c'est

la gouvernance et le rassemblement. Ce n'est pas évident à faire passer, comme message, pour un parti qui se profilait jusqu'à il y a peu comme «anti-establishment». Mais bon, Bart De Wever est très doué pour jouer sur plusieurs tableaux à la fois.»

### 7. Comment expliquer le virage du CD&V?

Piquère de rappel: le CD&V ne voulait pas de ce gouvernement, dans lequel il est rentré à reculons. Enfin, il voulait la N-VA, mais avec le cdH et pas l'Open Vld. Depuis, il la joue à gauche, toute! «Attention, par le passé, on a peut-être sous-estimé l'influence de son aile gauche, parce qu'elle pouvait se cacher derrière les socialistes, glisse Dave Sinardet. À présent, ce positionnement permet au CD&V de montrer qu'il n'est pas un satellite de la N-VA et de prouver que les nationalistes n'incarnent pas le changement radical promis. A priori, le parti souffrait d'un problème de casting, Kris Peeters n'incarnant peut-être pas le mieux ce visage social. Mais l'homme s'est battu, avec un certain succès, pour la concertation sociale.»

### 8. De quel espace dispose l'Open VLD pour se profiler?

Les libéraux flamands doivent, eux aussi, batailler pour se distinguer de la N-VA. Et montrer que si une politique libérale est enfin menée, ce n'est pas grâce aux nationalistes. Voilà pourquoi ils ont enfilé le costume des «super-libéraux» et montrent les dents dès qu'il est question de hausse de taxe. Le parti, lui, va mieux. Gwendolyn Rutten, la patronne, a finement négocié sa participation au Fédéral et en Flandre. *«Les libéraux flamands ne s'attaquent plus par journaux interposés», note Dave Sinardet. À présent, ce sont les socialistes qui le font.»* Par contre, le parti n'arrive toujours pas à capitaliser sur la popularité de ses «stars», Maggie De Block (loin) en tête.